

**Arrêtés du Gouvernement de la Communauté française  
portant maintien de l'exercice des fonctions supérieures  
en qualité de Directeur général adjoint**

*Extraits*

**A.Gt. 12-06-2025**

**M.B. 04-08-2025**

Par arrêtés datés du 12 juin 2025, le Gouvernement de la Communauté française a décidé ce qui suit :

- la désignation de Madame Nathalie BOLLAND pour l'exercice de la fonction supérieure de Directrice générale adjointe - catégorie du grade : fonctionnaire général - groupe de qualification : 1 du Service général du Numérique éducatif de l'Administration générale de l'Enseignement est prolongée jusqu'à la désignation d'un nouveau mandataire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2025 inclus.

- la désignation de Monsieur Anthony D'ERRICO pour l'exercice de la fonction supérieure de Directeur général adjoint - catégorie du grade : fonctionnaire général - groupe de qualification : 1 du Service général de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion du Secrétariat général est prolongée jusqu'à la désignation d'un nouveau mandataire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2025 inclus.

- la désignation de Madame Nathalie D'HOOP pour l'exercice de la fonction supérieure de Directrice générale adjointe - catégorie du grade : fonctionnaire général - groupe de qualification : 1 du Service général Justice et Justiciable de l'Administration générale des Maisons de Justice est prolongée jusqu'à la désignation d'un nouveau mandataire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2025 inclus.

- la désignation de Madame Catherine DEMEESTER pour l'exercice de la fonction supérieure de Directrice générale adjointe - catégorie du grade : fonctionnaire général - groupe de qualification : 1 du Service général d'Appui du Secrétariat général est prolongée jusqu'à la désignation d'un nouveau mandataire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2025 inclus.

- la désignation de Monsieur Christophe KELECOM pour l'exercice de la fonction supérieure de Directeur général adjoint - catégorie du grade : fonctionnaire général - groupe de qualification : 1 du Service général de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion du Secrétariat général est prolongée jusqu'à la désignation d'un nouveau mandataire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2025 inclus.

- la désignation de Madame Cindy LEMOINE pour l'exercice de la fonction supérieure de Directrice générale adjointe - catégorie du grade : fonctionnaire général - groupe de qualification : 1 du Service général du Patrimoine et de la Gestion immobilière du Secrétariat général est prolongée jusqu'à la désignation d'un nouveau mandataire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2025 inclus.

- la désignation de Madame Stella MATTERAZZO pour l'exercice de la fonction supérieure de Directrice générale adjointe - catégorie du grade : fonctionnaire général - groupe de qualification : 1 du Service général de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de l'Administration générale de l'Enseignement est prolongée jusqu'à la désignation d'un nouveau mandataire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2025 inclus.

- la désignation de Madame Florence SERVAIS pour l'exercice de la fonction supérieure de Directrice générale adjointe - catégorie du grade : fonctionnaire général - groupe de qualification : 1 du Service général du Budget du Secrétariat général est prolongée jusqu'à la désignation d'un nouveau mandataire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2025 inclus.

- la désignation de Madame Marie-Christine SIMON pour l'exercice de la fonction supérieure de Directrice générale adjointe - catégorie du grade : fonctionnaire général - groupe de qualification : 1 du Service général des Affaires transversales de l'Administration générale de l'Enseignement est prolongée jusqu'à la désignation d'un nouveau mandataire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2025 inclus.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, une requête signée et datée peut être introduite contre chacune de ces nominations endéans les soixante jours après cette publication.

La requête identifiant les parties ainsi que l'acte attaqué et exposant les faits et moyens doit être envoyée sous pli recommandé à La Poste au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles.

Toute personne justifiant d'un intérêt peut obtenir une copie conforme de ces arrêtés de nomination auprès de la Direction générale de la Fonction publique et des Ressources humaines du Ministère de la Communauté française.